

Dossier spécial

La gouvernance agit-elle de la même manière sur la pauvreté dans la Zone franc et dans le Commonwealth?

Fabrice-Gilles Ndombi Avouba^a, Jonel Olengoba^b, Mathias Marie Adrien Ndinga^c

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v33n2.1810>

RÉSUMÉ. Cette étude compare les effets de la gouvernance sur la pauvreté entre la Zone franc et le Commonwealth par le biais des estimateurs *Mean Group* (MG) de Pesaran et Smith (1995) et *Common Correlated Effects Mean Group* (CCEMG) de Pesaran (2006). L'application de ces estimateurs avec les données de la Banque mondiale de 2010 à 2021 montre que la gouvernance concourt à l'augmentation de la pauvreté dans la Zone franc, mais à la réduction de celle-ci dans le Commonwealth, à travers les facteurs « Voix et responsabilité » et le « Contrôle de la corruption ».

Mots clés : Gouvernance, pauvreté, Zone franc, Commonwealth, estimateurs

ABSTRACT. *This study compares the effects of governance on poverty between the Franc Zone and the Commonwealth using the estimators Mean Group (MG) of Pesaran and Smith (1995) and Common Correlated Effects Mean Group (CCEMG) of Pesaran (2006). The application of these estimators with World Bank data from 2010 to 2021 shows that governance contributes to the increase poverty in the Franc Zone, but to its reduction in the Commonwealth, through "Voice and Accountability" and "Control of Corruption" factors.*

Keywords: Governance, poverty, Franc Zone, Commonwealth, estimators

Introduction

Dans la plupart des pays du monde, la pauvreté monétaire, qui a une plus grande audience que la pauvreté non monétaire (Gacko et collab., 2014), fait partie des fléaux qui suscitent l'attention des pouvoirs publics. En effet, sous l'initiative du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), des documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) (Cling et collab., 2003) ont été mis en place à partir de 1999 pour permettre aux États de disposer d'un cadre de réponses en vue de faire reculer la pauvreté. D'après Arimah (2004) et Marinescu (2019), celle-ci est source d'instabilité

politique et de suicide. Toutefois, en dépit de la disponibilité de cet outil (les DSRP), qui a d'ailleurs donné naissance au Contrat de désendettement et de développement (C2D), force est de constater que les statistiques de la pauvreté aux échelles mondiale et régionale ne sont pas toujours reluisantes.

En 2018, le taux de pauvreté se chiffrait à 8,6 % à l'échelle de la planète, à 43,20 % en Afrique subsaharienne, à 46,2 % dans la Zone franc et à 27,98 % dans le Commonwealth (Banque mondiale, 2018). Ces statistiques montrent que la pauvreté est plus alarmante dans la Zone franc que dans le Commonwealth. Plusieurs réflexions en économie portent tant sur les causes que sur les conséquences de la

^a Maître-assistant, Université Marien Ngouabi, Laboratoire de recherches et d'études économiques et sociales (LARES), Brazzaville (République du Congo).

^b Chargé d'encadrements Techniques et Professionnels, Université Marien Ngouabi, Laboratoire de recherches et d'études économiques et sociales (LARES), Brazzaville (République du Congo)

^c Professeur titulaire, Université Marien Ngouabi, Laboratoire de recherches et d'études économiques et sociales (LARES), Brazzaville (République du Congo).

pauvreté. Concernant les causes, la gouvernance, soit l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative dans la gestion des affaires d'un pays à tous les niveaux (MAEP et AGA, 2019), semble retenir de plus en plus l'attention des chercheurs puisque la bonne gouvernance est un élément vital dans l'accélération du rythme de la croissance économique, donc de la lutte contre la pauvreté (Salouka et collab., 2023).

De même, la relation entre la gouvernance et la pauvreté revêt un intérêt théorique et empirique. Sur le plan théorique, on dénombre plusieurs réflexions, que l'on peut regrouper en deux axes majeurs :

- La gouvernance comme facteur d'augmentation de la pauvreté, qui comprend la théorie de la bureaucratie (Weber, 1920); la théorie des groupes de pression (Truman, 1951); et la théorie du cycle électoral (Nordhaus, 1975); et
- La gouvernance comme facteur de réduction de la pauvreté, qui comprend la théorie de la justice sociale (Rawls, 1971); la théorie des coûts de transaction (Williamson, 1975); et la théorie des droits de propriété (North, 1981).

Sur le plan empirique, les travaux réalisés révèlent que la gouvernance exerce, d'une part, un effet positif (Dossou et collab., 2023) et, d'autre part, un effet négatif (Hassan et collab., 2019) sur la pauvreté.

De cette brève revue de la littérature, il ressort que, quel que soit le débat théorique ou empirique, on n'est pas en mesure de trancher sur les effets de la gouvernance sur la pauvreté. De ce fait, nous envisageons d'utiliser les estimateurs *Mean Group* (MG) de Pesaran et Smith (1995) et *Common Correlated Effects Mean Group* (CCEMG) de Pesaran (2006), en raison notamment de leur robustesse dans le traitement des panels hétérogènes et à orientation micro, lors de notre application empirique.

Par ailleurs, ce travail de recherche se justifie quant à la rareté des travaux réalisés dans nos deux zones d'étude. En effet, dans la Zone franc et dans le Commonwealth, d'une part, il y a des travaux sur la pauvreté (Bertin, 2007), sur la gouvernance (Alaktif et Callens, 2009) et, surtout, sur le lien entre la croissance économique et la pauvreté (Feindouno et collab., 2020) et entre l'investissement et la pauvreté

(Konan, 2007). D'autre part, il y a peu de travaux traitant de ces deux zones quant aux effets de la gouvernance sur la pauvreté. Par conséquent, ce travail est, à notre connaissance, le premier du genre.

En outre, du fait des difficultés en matière de :

1. Création d'entreprises et d'emplois que cachent les statistiques de Doing Business sur le climat des affaires dans la Zone franc (48,92 %) et dans le Commonwealth (68,62 %) (Calculs des auteurs à partir des données issues de WDI de 2020);
2. Paiement irrégulier des pensions des retraités, alors que le départ à la retraite constitue une perte de revenus, que supposent les faibles valeurs de l'indice d'efficacité de l'administration publique pour la Zone franc (2,77 %) et pour le Commonwealth (3,08 %) (Calculs des auteurs à partir des données issues de WGI de 2020);
3. Distorsions de la formation des prix des biens et services sociaux de base induites par la corruption, qui entrave l'allocation optimale des ressources et qui précipite ces zones dans la pauvreté puisque les valeurs de l'indice de perception de corruption (IPC) sont de l'ordre de 30,43 % dans la Zone franc et de 48,05 % dans le Commonwealth (Calcul des auteurs à partir des données issues de Transparency International de 2020);

La question qui se pose est la suivante : Quels effets la gouvernance exerce-t-elle sur la pauvreté dans la Zone franc et dans le Commonwealth?

Ainsi, notre objectif est-il ici de vérifier s'il existe une similarité ou une discordance entre ces deux zones quant aux effets de la gouvernance sur la pauvreté.

1. Méthodologie

Cette section est constituée de trois parties. La première rend compte des modèles théorique et économétrique qui sous-tendent nos estimations. La seconde porte sur les sources et sur la description des données que nous utilisons pour modéliser la relation à l'étude. Enfin, la troisième porte sur la présentation des méthodes d'estimation que la littérature nous propose au regard de la nature de nos données ainsi que de celle de notre variable expliquée.

1.1 Modèles théorique et économétrique

À notre connaissance, il n'existe pas de cadre théorique qui lie directement les institutions à la pauvreté.

De ce fait, nous considérons le modèle ad hoc proposé par Singh (2021) comme soubassement de nos estimations. Toutefois, avant de le présenter, nous exploitons d'abord la figure ci-dessous :

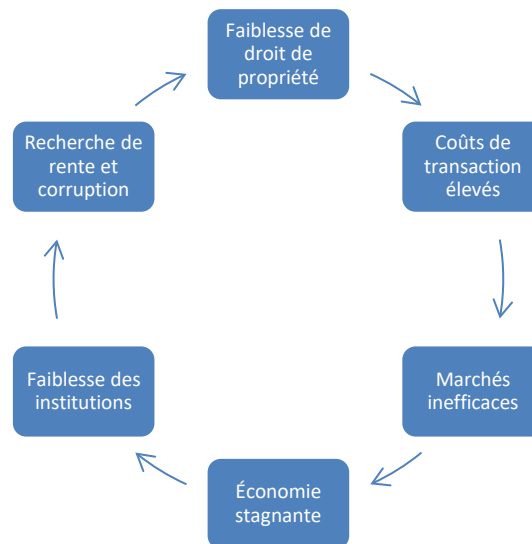


Figure 1 – Cercle vicieux de l'altération des droits de propriété
Source : Les auteurs (2024), à partir de la littérature.

La figure 1 révèle que la faiblesse des droits de propriété dans un pays élève les coûts de transaction. Cette hausse rend inefficaces les marchés, qui à leur tour entraînent une stagnation de l'économie, puis une fragilité des institutions. Dans ce contexte, la recherche de rente de la part des autorités publiques et la corruption au sein de la population s'amplifient et donnent lieu à la pauvreté, tout en affaiblissant les droits de propriété. En outre, il y a lieu de souligner que les institutions et la pauvreté entretiennent une relation bidirectionnelle. En référence à la formulation de notre thème, nous traiterons de cette relation en partant des institutions vers la pauvreté, où on a notamment comme canal de transmission le revenu par habitant. Enfin, suivant les travaux de Singh (2021), la forme implicite du modèle de la pauvreté avec les institutions comme variables d'intérêt se présente comme suit :

$$Pauvreté = f(Croissance, Distribution, Gouvernance, variables de contrôle, \varepsilon). \quad (a)$$

Par conséquent, le modèle économétrique de l'analyse peut être spécifié comme suit :

$$Taux\ de\ pauvreté_{it} = a_{0i} + a_{1i}CPIB_{it} + a_{2i}APD_{it} + a_{3i}IFNL_{it} + a_{4i}COVID-19_{it} + a_{5i}CCOR_{it} + a_{6i}EG_{it} + a_{7i}VRESP_{it} + a_{8i}RÔLE_{it} + a_{9i}STAB_{it} + a_{10i}QRit1_{0i} + \varepsilon_{it}, \quad (b)$$

où $a_{0i} \dots a_{10i}$ sont des coefficients à estimer et où ε_{it} est l'ensemble des perturbations du modèle.

1.2 Sources et description des données

Les données que nous utilisons pour nos différentes applications proviennent des indicateurs de développement dans le monde (*World Development Indicators* ou WDI) et des indicateurs de gouvernance mondiaux (*Worldwide Governance Indicators* ou WGI) de la Banque mondiale. En effet, c'est grâce à ceux-ci que nous avons constitué deux panels : un pour la Zone franc et l'autre pour le Commonwealth.

Le premier panel est composé des 15 pays de la Zone franc de l'axe Afrique : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique (RCA), Congo, Comores, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Mali, Niger, Sénégal, Tchad et Togo.



Figure 2 – Carte de la Zone franc, axe Afrique
Source : Banque de France

Quant au second panel, il prend en compte les 18 pays du Commonwealth qui appartiennent au continent africain : Afrique du Sud, Botswana, Eswatini, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi,

Maurice, Mozambique, Namibie, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Sierra Leone, Tanzanie et Zambie.



Figure 3 – Carte mondiale du Commonwealth
Source : www.rts.ch

La période allant de 2010 à 2021 est celle que nous avons retenue pour mener notre étude pour deux raisons : l'indisponibilité des données sur une période plus longue pour la plupart des pays de nos deux panels et la prise en compte simultanée par celle-ci de l'Agenda 2030 du développement durable des Nations unies¹ et de l'ère COVID-19. Toutefois, en tenant compte de la littérature économique, les variables que nous avons choisies pour modéliser la relation à l'étude sont :

- **Variable expliquée** : Il s'agit du *taux de pauvreté*, une variable quantitative correspondant à la proportion de la population vivant avec moins de 1,9 dollar US par jour. Nous l'avons obtenu à partir de la formule proposée par

Corral et ses collègues (2020) du Groupe de la Banque mondiale;

- **Variables explicatives** : Elles se répartissent en deux catégories :

Variables institutionnelles : Dans cette catégorie, nous retenons comme variables celles développées par Kaufmann et ses collègues (2011). Notons que ces variables sont de nature quantitative et se présentent comme suit :

- **Contrôle de la corruption (CCOR)** : Il saisit la mesure dans laquelle le pouvoir public est exercé à des fins privées, la mainmise des élites et des différentes formes de corruption associées. Elle

apparaît dans les études de Haq et Zia (2009) et de Arfaoui et ses collègues (2021);

- **Efficacité du gouvernement (EG)** : Elle tient compte des caractéristiques de la qualité des services publics; de la qualité de la fonction publique et du degré d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques; de la qualité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques; et de la crédibilité de l'engagement du gouvernement à l'égard de ces politiques. L'étude de Jindra et Vaz (2019) en fait état;
- **Voix et responsabilité (VRESP)** : Elle reflète les perceptions de la mesure dans laquelle les citoyens d'un pays peuvent participer à la sélection de leur gouvernement, ainsi que la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté des médias. Siddique et ses collègues (2016) l'ont choisie comme variable de la gouvernance dans leur étude;
- **État de droit (RÔLE)** : Il rend compte des perceptions de la mesure dans laquelle les agents ont confiance aux règles de la société et les respectent. Il s'agit en partie de la qualité de l'exécution des contrats, des droits de propriété, de la police et des tribunaux. Zouhaier (2019) et Coccia (2021) l'ont utilisé dans leur analyse;
- **Stabilité politique (STAB)** : Elle mesure les perceptions de la probabilité d'instabilité politique et/ou de violence à motivation politique, y compris le terrorisme. Dans leur étude, Reham (2012) et Bosco et Poggi (2016) en font usage comme variable de la gouvernance;
- **Qualité de la réglementation (QR)** : Elle rend compte des perceptions de la capacité du gouvernement à formuler et à mettre en œuvre des

politiques et des règlements solides qui favorisent le développement du secteur privé. On la rencontre dans la réflexion menée par Coccia (2021);

Variables socioéconomiques : Cette seconde catégorie comprend les variables que voici :

- **Croissance du PIB (CPIB)** : Présente dans la plupart des travaux empiriques parcourus, elle est un indicateur économique utilisé pour mesurer l'activité économique d'un pays;
- **Aide publique au développement (APD)** : Elle représente les décaissements de prêts et de dons à des conditions préférentielles ainsi que les dons accordés par des organismes publics. C'est une variable quantitative qui nous a été inspirée par le travail de Zouhaier (2019), qui approche la distribution;
- **COVID-19** : C'est une variable binaire qui a pour modalités 1 (pour les années où il y a eu COVID-19) et 0 (pour les années sans COVID-19). Nous la retenons afin de capter les changements structurels induits par le choc sanitaire dû au SARS-CoV;
- **Inflation (INFL)** : Il s'agit d'une variable quantitative approchée par l'indice des prix à la consommation, qui reflète le changement annuel en pourcentage des prix pour un consommateur moyen dans l'acquisition d'un panier fixe de biens et services. Elle nous a été inspirée par les travaux de Dossou et ses collègues (2023).

Les caractéristiques de la variable expliquée et du mix optimal des variables explicatives sont résumées au tableau 1 :

Variables	Définition	Type	Rôle	Source	Signes attendus
Taux de pauvreté		Quantitative	Variable expliquée	WDI	
CPIB	Croissance du PIB	Quantitative	Variable de contrôle	WDI	+
APD	Aide publique au développement	Quantitative	Variable de contrôle	WDI	+
INFL	Inflation	Quantitative	Variable de contrôle	WDI	-
COVID-19	Années avec ou sans COVID	Indicatrice	Variable de contrôle	Littérature	+
CCOR	Contrôle de la corruption	Quantitative	Variable d'intérêt	WGI	+/-
EG	Efficacité du gouvernement	Quantitative	Variable d'intérêt	WGI	-
VRESP	Voix et responsabilité	Quantitative	Variable d'intérêt	WGI	-
RÔLE	État de droit	Quantitative	Variable d'intérêt	WGI	+/-
STAB	Stabilité politique	Quantitative	Variable d'intérêt	WGI	-
QR	Qualité de la réglementation	Quantitative	Variable d'intérêt	WGI	-

Tableau 1 – Traits caractéristiques des variables à l'étude
Source : Les auteurs, à partir des travaux empiriques

De même, le tableau 2 met en perspective quatre statistiques descriptives des variables candidates à l'estimation de la relation entre la gouvernance et la pauvreté dans la Zone franc et dans le Commonwealth. Il s'agit de la moyenne, de l'écart-type, du minimum et du maximum. À ces statistiques s'ajoute la colonne N, qui donne un aperçu du nombre d'observations (taille) de notre échantillon par zone d'étude. Nous constatons qu'en moyenne, nos variables d'intérêt (CCOR, EG, VRESP, RÔLE, STAB et QR) présentent les signes négatifs dans les deux zones, ce qui signifie que de nombreux États font face à des problèmes organisationnels dans la gestion, dans la prise de décisions ainsi

que dans l'application des règles. Il convient également de souligner que le taux de croissance (CPIB) est plus élevé dans la Zone franc (3,20 %) que dans le Commonwealth (1,71 %). Inversement, la proportion de pauvres dans le Commonwealth (24,65 %) est moins élevée que dans la Zone franc (33,02 %). Ce paradoxe pose en filigrane la question de l'arbitrage entre la rationalité économique et la rationalité politique dans les pays en développement, notamment au sein de ceux appartenant à la Zone franc. Enfin, le nombre d'observations pour la Zone franc ($n = 180$) et pour le Commonwealth ($n = 216$) implique que nos distributions suivent une loi normale centrée réduite et, donc, peuvent bien se prêter à la démarche économétrique.

Zone	Stat. descriptive	Taux de pauvreté	CPIB	APD	INFL	COVID	CCOR	EG	VRESP	RÔLE	STAB	QR	N
Zone franc	Mov.	33,02	3,20	6,54	1,90		-0,88	-1,04	-0,71	-0,84	-0,76	-0,84	180
	Écart-type	19,02	5,04	5,89	2,16		0,44	0,44	0,38	0,51	0,68	0,41	
	Min.	0,93	-36,39	0,003	-4,29	0	-1,81	-1,88	-2	-1,81	-2,69	-1,71	
	Max.	74,93	13,55	31,91	14,89	1	0,05	0,17	0,40	1,46	0,38	-0,07	
Commonwealth	Mov.	24,65	1,71	74,04	7,10		-0,22	-0,32	-0,15	-0,23	-0,11	-0,24	216
	Écart-type	19,08	4,09	61,69	4,81		0,62	0,59	0,61	0,48	0,75	0,49	
	Min.	1,04	-22,48	10,93	-2,40	0	-1,28	-1,25	-1,45	-1,17	-2,21	-0,96	
	Max.	64,72	17,66	600,75	27,28	1	1,63	1,16	0,93	1,02	1,11	1,19	

Tableau 2 – Statistiques descriptives des variables selon les deux zones
Source : Les auteurs, à partir des données de la Banque mondiale (WDI et WGI)

Avant d'appliquer cette démarche, nous procédons d'abord à une analyse corrélatoire afin de savoir s'il faut estimer le modèle économétrique (b) ou estimer un modèle pour chaque variable institutionnelle pour cause de multicollinéarité, ce qui nous conduit vers le tableau 3.

Ce tableau montre qu'il y a une faible présomption de lien, d'une part, entre le taux de pauvreté et les variables APD, EG, VRESP, RÔLE, STAB et QR dans la Zone franc et, d'autre part, entre les variables INFL, CCOR, EG, VRESP, RÔLE, STAB et QR

dans le Commonwealth. Par conséquent, nous pouvons dire que, sur le plan statistique, la relation que la pauvreté entretient avec nos variables explicatives n'est pas la même selon que l'on se situe dans l'une ou l'autre de nos zones d'étude. Par ailleurs, la plupart de nos variables d'intérêt sont liées entre elles. À titre illustratif, CCOR est corrélée à EG, VRESP, RÔLE, STAB et QR dans les deux zones. Tenant compte de cette multicollinéarité et s'il arrivait que tous les tests avant estimations soient concluants, nous devrions alors estimer autant de modèles que de variables d'intérêt dans la suite du travail, soit les six modèles pour chaque zone d'étude.

	Taux de pauvreté	CPIB	APD	INFL	CCOR	EG	VRESP	RÔLE	STAB	QR
Zone franc										
Taux de pauvreté	1,00	–								
CPIB	0,08	1,00	–							
APD	0,77***	0,06	1,00	–						
INFL	0,02	-0,23***	0,17	1,00	–					
CCOR	0,04	0,40***	-0,02	-0,17**	1,00	–				
EG	-0,16**	0,30***	-0,32***	-0,20***	0,76***	1,00	–			
VRESP	0,16**	0,42***	0,07	-0,27***	0,83***	0,64***	1,00	–		
RÔLE	0,05	0,07	-0,17**	-0,08	0,64***	0,55***	0,48***	1,00	–	
STAB	-0,63***	0,03	-0,56***	-0,05	0,11	0,25***	0,16**	0,06	1,00	–
QR	0,009	0,40***	-0,15**	-0,25***	0,85***	0,85***	0,79***	0,59***	1,00	1,00
Commonwealth										
Taux de pauvreté	1,00	–								
CPIB	-0,009	1,00	–							
APD	-0,08	-0,01	1,00	–						
INFL	0,28***	-0,06	-0,19***	1,00	–					
CCOR	-0,48***	0,08	0,35***	-0,39***	1,00	–				
RG	-0,64***	0,11	0,30***	-0,42***	0,80***	1,00	–			
VRESP	-0,45***	-0,005	-0,003	-0,03	0,39***	0,54***	1,00	–		
RÔLE	-0,57***	0,07	0,20***	-0,33***	0,78***	0,90***	0,61***	1,00	–	
STAB	-0,29***	0,08	0,36***	-0,28***	0,77***	0,67***	0,49***	0,76***	1,00	–
QR	-0,59***	0,11	0,08	-0,41***	0,64***	0,88***	0,53***	0,86***	0,58***	1,00

Tableau 3 – Matrice des coefficients de corrélation

Source : Les auteurs, à partir des données de la Banque mondiale (WDI et WGI) et du logiciel EViews

1.3 Tests avant estimations

1.3.1 Test d'homogénéité des coefficients de pente

Développé par Pesaran et Yamagata (2008) au moyen des statistiques de tests delta et delta ajusté, ce test d'homogénéité, dont les prémisses remontent aux travaux de Pesaran et ses collègues (1996), repose sur l'hypothèse nulle selon laquelle, dans un

modèle de panel, les coefficients de pente diffèrent selon les individus – dans notre cas, les pays. En effet, excepté le fait qu'ils appartiennent à des espaces économique et monétaire communs, les pays membres de la Zone franc et du Commonwealth possèdent chacun des spécificités (climat des affaires, croissance soutenue, performance logistique, etc.) qui peuvent en fin de compte les rendre hétérogènes. Dès lors, il convient d'effectuer ce test pour lever l'équivoque de tenir compte ou non

d'éventuelles corrélations sérielles lors de nos différentes estimations.

1.3.2 Test d'Hausman

Il permet de déterminer si les coefficients des deux estimations (fixes et aléatoires) sont statistiquement différents. En d'autres termes, ce test cherche à voir s'il existe une corrélation entre les erreurs uniques et les régresseurs du modèle. Pour ce faire, il propose deux hypothèses :

H0 : Le modèle approprié est celui à effets aléatoires. Autrement dit, il n'y a pas de corrélation entre le terme d'erreur et les variables indépendantes dans le modèle de données de panel, soit :

$$Cov(a_i, x_{it}) = 0$$

H1 : Le modèle approprié est celui à effets fixes. En d'autres termes, la corrélation entre le terme d'erreur et les variables indépendantes du modèle de données de panel est statistiquement significative, soit :

$$Cov(a_i, x_{it}) \neq 0$$

1.3.3 Test d'autocorrélation contemporaine ou de dépendance transversale

Pesaran (2003) propose un test unique permettant de tenir compte des éventuelles dépendances entre individus. Dans sa démarche, il ne teste pas la racine unitaire sur des variables transformées prises en écart aux composantes déterministes. En revanche, il choisit de conserver les séries brutes en augmentant le test Dickey-Fuller (DF) ou Dickey-Fuller aug-

menté (ADF) par l'introduction des moyennes individuelles et des différences premières. Il parvient ainsi à un modèle augmenté de type *cross sectionally augmented Dickey-Fuller* (CADF). De ce point de vue, la procédure de Pesaran (2003) semble proche de la logique des moindres carrés ordinaires dynamiques (MCOD) de Stock et Watson (1993) et repose sur l'hypothèse nulle d'autocorrélation des résidus.

1.3.4 Test d'hétéroscédasticité

Il convient de noter que, lorsqu'une régression est entachée d'hétéroscédasticité, la probabilité que la significativité des paramètres estimés en soit affectée est très élevée. Dans cette optique, la possibilité de considérer un coefficient statistiquement différent de zéro alors que ce n'est pas le cas ne peut donc être exclue. En effet, en présence d'hétéroscédasticité, la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) donne des coefficients de régression fiables. Par contre, la déviation standard des erreurs ne l'est pas et, donc, ne devrait pas être utilisée pour l'inférence statistique. Ainsi, pour tester l'hypothèse nulle d'absence d'hétéroscédasticité dans notre cas, nous recourons au test de Wald modifié, proposé par Greene (2003), plutôt que celui de White (1980), que l'on utilise le plus souvent quand les données se présentent sous la forme d'une coupe instantanée.

2. Résultats des tests avant estimations et présentation de la technique d'estimation

Les tableaux 4, 5, 6 et 7 résument les résultats des tests présentés au point 1.3. Pour rappel, leurs conclusions sont déterminantes pour le choix de la technique d'estimation des six modèles préalablement spécifiés.

	Modèle	Delta tilde ajusté	Valeur-p	Décision
Zone franc	1	4,85***	0,00	Hétérogène
	2	4,51***	0,00	Hétérogène
	3	4,48***	0,00	Hétérogène
	4	4,24***	0,00	Hétérogène
	5	4,96***	0,00	Hétérogène
	6	5,14***	0,00	Hétérogène
Commonwealth	1	2,78***	0,00	Hétérogène
	2	3,04***	0,00	Hétérogène
	3	2,69***	0,00	Hétérogène
	4	5,56***	0,00	Hétérogène
	5	3,33***	0,00	Hétérogène
	6	1,79*	0,07	Hétérogène

*** = significatif au seuil de 1 %; * = significatif au seuil de 10 %

Tableau 4 – Résultats du test d'homogénéité

Source : Les auteurs, à partir des données de la Banque mondiale (WDI et WGI) et du logiciel Stata

Il ressort de ce tableau que les deux panels que nous avons constitués sont hétérogènes puisque, pour les 12 modèles que nous avons spécifiés, les probabilités associées aux valeurs de la statistique delta tilde ajusté de Pesaran et Yamagata (2008) indiquent que l'hypothèse nulle d'homogénéité des paramètres de pente est rejetée. En d'autres termes, les pays membres de ces deux zones diffèrent les uns des autres du fait des spécificités pays, malgré l'existence des critères de convergence (limiter la

dette publique à 70 % du PIB, limiter l'inflation à 3 %, maintenir la masse salariale à 35 % des recettes fiscales, etc.) en vigueur au sein de la Zone franc, ainsi que des Accords d'Ottawa de 1932 et du *British Nationality Act* qui régissent le fonctionnement des États du Commonwealth. En effet, ils montrent que toute personne ayant le statut susmentionné peut être connue soit comme sujet britannique, soit comme citoyen du Commonwealth.

	Modèle	Chi ² (3)	Valeur-p	Décision
Zone franc	1	37,10***	0,00	Utilisation du modèle à effets fixes
	2	30,75***	0,00	Utilisation du modèle à effets fixes
	3	43,86***	0,00	Utilisation du modèle à effets fixes
	4	32,96***	0,00	Utilisation du modèle à effets fixes
	5	35,27***	0,00	Utilisation du modèle à effets fixes
	6	34,93***	0,00	Utilisation du modèle à effets fixes
Commonwealth	1	5,95	0,20	Utilisation du modèle à effets aléatoires
	2	10,20**	0,03	Utilisation du modèle à effets fixes
	3	6,93	0,13	Utilisation du modèle à effets aléatoires
	4	5,68	0,22	Utilisation du modèle à effets aléatoires
	5	3,28	0,51	Utilisation du modèle à effets aléatoires
	6	8,39*	0,07	Utilisation du modèle à effets fixes

*** = significatif au seuil de 1 %; ** = significatif au seuil de 5 %; * = significatif au seuil de 10 %

Tableau 5 – Résultats du test d'Hausman

Source : Les auteurs, à partir des données de la Banque mondiale (WDI et WGI) et du logiciel Stata

Le tableau 5 nous enseigne que, lors du choix de nos estimateurs, nous devons considérer sa capacité à prendre en compte, d'une part, les effets fixes (tous les modèles de la Zone franc et les

modèles 2 et 6 du Commonwealth) et, d'autre part, des effets aléatoires (les modèles 1, 3, 4 et 5 du Commonwealth). Cette précision tient au fait que certains estimateurs ne fonctionnent que

lorsqu'on est en présence des effets fixes. C'est le cas de l'estimateur du modèle de panel standard à correction d'erreurs (PCSE) développé par Beck et Katz (1995).

	Modèle	Coefficient	Valeur-p	Décision
Zone franc	1	0,91	0,35	Absence d'autocorrélation contemporaine
	2	0,78	0,43	Absence d'autocorrélation contemporaine
	3	0,21	0,82	Absence d'autocorrélation contemporaine
	4	2,02**	0,04	Présence d'autocorrélation contemporaine
	5	-0,21	0,82	Absence d'autocorrélation contemporaine
	6	0,38	0,70	Absence d'autocorrélation contemporaine
Commonwealth	1	13,43***	0,00	Présence d'autocorrélation contemporaine
	2	13,35***	0,00	Présence d'autocorrélation contemporaine
	3	13,72***	0,00	Présence d'autocorrélation contemporaine
	4	12,02***	0,00	Présence d'autocorrélation contemporaine
	5	13,39***	0,00	Présence d'autocorrélation contemporaine
	6	13,59***	0,00	Présence d'autocorrélation contemporaine

*** = significatif au seuil de 1 %; ** = significatif au seuil de 5 %

Tableau 6 – Résultats du test d'autocorrélation contemporaine
Source : Les auteurs, à partir des données de la Banque mondiale (WDI et WGI) et du logiciel Stata

À l'instar du tableau précédent, le tableau 6 montre que tous les modèles du Commonwealth ainsi que le modèle 4 de la Zone franc sont sujets au problème d'autocorrélation contemporaine. Dans cette optique, nous pouvons dire que les pays à l'étude entretiennent des liaisons étroites à plus d'un niveau et que notre estimateur devrait être capable de résoudre le biais que cela entraîne lors de la régression.

	Modèle	Coefficient	Valeur-p	Décision
Zone franc	1	14,19***	0,00	Présence de l'hétéroscédasticité
	2	14,48***	0,00	Présence de l'hétéroscédasticité
	3	17,82***	0,00	Présence de l'hétéroscédasticité
	4	12,90***	0,00	Présence de l'hétéroscédasticité
	5	7,88***	0,00	Présence de l'hétéroscédasticité
	6	17,45***	0,00	Présence de l'hétéroscédasticité
Commonwealth	1	19,72***	0,00	Présence de l'hétéroscédasticité
	2	10,41***	0,00	Présence de l'hétéroscédasticité
	3	6,37**	0,01	Présence de l'hétéroscédasticité
	4	2,37	0,12	Absence de l'hétéroscédasticité
	5	11,80***	0,00	Présence de l'hétéroscédasticité
	6	7,47***	0,00	Présence de l'hétéroscédasticité

*** = significatif au seuil de 1 %; ** = significatif au seuil de 5 %

Tableau 7 – Résultats du test d'hétéroscédasticité
Source : Les auteurs, à partir des données de la Banque mondiale (WDI et WGI) et du logiciel Stata

Comme on pouvait s'y attendre, puisque nos deux panels sont à orientation microéconomique, tous nos modèles (sauf le modèle 4 du Commonwealth) posent le problème d'hétéroscédasticité. Cela confirme à n'en point douter les résultats du test d'homogénéité, car la présence de l'hétéroscédasticité dénote la différence de comportements des individus dans le temps – dans notre cas, les pays. Pour illustration, en réponse à la pandémie de COVID-19, les pays concernés par notre étude

n'ont pas tous adopté les mêmes stratégies. Dans certains pays, notamment ceux d'Afrique de l'Ouest, le confinement n'a pas été observé pendant longtemps.

En résumé, nous pouvons dire que quasiment tous nos modèles font état de l'existence des problèmes d'hétéroscédasticité et de l'hétérogénéité des paramètres. À cela s'ajoute la présence dans certains modèles de l'autocorrélation contemporaine ainsi que des effets fixes ou aléatoires. De ce fait, et compte tenu du caractère modéré de nos deux panels, nous retenons les estimateurs *Mean Group* (MG) et *Common Correlated Effects Mean Group* (CCEMG) pour faire nos applications économétriques. Un point non exhaustif sur ces estimateurs est fait dans la section suivante.

3. Présentation des estimateurs et interprétations des résultats

3.1 Estimateurs MG et CCEMG : quelles logiques?

Depuis l'élaboration des tests d'homogénéité des paramètres par des auteurs comme Zellner (1962) et Hsiao (1986), l'estimation des modèles de panel à coefficients de pente hétérogènes ne cesse de susciter l'intérêt des chercheurs. Les réflexions menées à ce jour peuvent être synthétisées sous trois axes majeurs : l'axe des méthodes *Seemingly Unrelated Regression* (SUR), l'axe des modèles à coefficients aléatoires de Swamy (1970) et l'axe des estimateurs basés sur les moyennes.

Dans le cadre de ce travail, nous nous intéressons au dernier axe parce qu'il ne requiert pas de système d'équations et intègre de récents estimateurs, comme les estimateurs MG de Pesaran et Smith (1995) et CCEMG de Pesaran (2006). Notons que de nouvelles commandes disponibles sur Stata permettent d'utiliser ces deux estimateurs avec plus de commodités.

Par ailleurs, le premier estimateur (MG) considère que les facteurs non observables variables dans le temps sont constants et a pour principe l'application de la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) pour chaque individu – dans notre cas, les

pays – afin de capturer les effets fixes, puis de calculer avec ou sans pondération la moyenne des coefficients spécifiques au panel pour obtenir des estimations consistantes. Cependant, le MG ne prend pas en compte les facteurs communs qui peuvent figurer dans l'ensemble des données d'un panel. De ce fait, nous allons l'appliquer pour tous les modèles de la Zone franc, excepté le modèle 4. Aussi, la correction de l'hétéroscédasticité se fera à l'aide de l'option « Robust ».

De son côté, le second estimateur (CCEMG) pallie l'absence de la dépendance transversale dans le MG en proposant une modélisation de celle-ci à l'aide des moyennes transversales des variables dépendantes et indépendantes. Ici, les facteurs communs non observés sont supposés non stationnaires, rendant par la même occasion le CCEMG robuste en présence des ruptures structurelles et de certaines corrélations sérielles (Kapetanios et collab., 2011). Contrairement au MG, le CCEMG sera utilisé dans notre cas pour estimer tous les modèles du Commonwealth, y compris le modèle 4 de la Zone franc. Quant au problème d'hétéroscédasticité, il sera de même corrigé au moyen de l'option Robust que nous offre le logiciel utilisé.

3.2 Interprétations des résultats

Les résultats issus de l'application des estimateurs MG et CCEMG sont consignés dans les tableaux 8a et 8b ci-dessous. Globalement, le tableau 8a montre que seul le modèle 1 possède une variable d'intérêt significative (CCOR). Quant au tableau 8b, il révèle que c'est plutôt le modèle 3 qui a une variable d'intérêt significative (VRESP).

De même, on remarque que, dans les mix optimaux, il y a des variables de contrôle dont les coefficients ont des signes attendus. C'est le cas de la variable binaire COVID-19 pour le Commonwealth et des variables INFL et CPIB pour la Zone franc, ce qui suppose qu'il n'y a pas d'effets de report sur la constante. En outre, les résultats de ces deux modèles sont de bonne qualité du fait des faibles valeurs de la racine de l'erreur quadratique moyenne (REQM) (en anglais, *root mean squared error* ou RSME) et de la significativité des coefficients associés au test de

Wald. Dès lors, nous pouvons tirer un enseignement, puis passer à l'interprétation des résultats de ces modèles.

	Modèle 1 CCEMG		Modèle 2 CCEMG		Modèle 3 CCEMG		Modèle 4 CCEMG		Modèle 5 CCEMG		Modèle 6 CCEMG	
Variables	Coef.	Prob.	Coef.	Prob.	Coef.	Prob.	Coef.	Prob.	Coef.	Prob.	Coef.	Prob.
CPIB	0,123***	0,003	0,106	0,627	0,115**	0,047	-0,143**	0,015	0,211***	0,002	-0,075	0,459
APD	0,0018	0,939	-0,057	0,248	-0,016	0,412	-0,021	0,398	0,043*	0,094	0,032	0,346
INFL	-0,084	0,541	-1,528	0,316	-0,093	0,249	0,079	0,214	-0,013	0,842	-	0,088
COVID-19	0,354*	0,074	0,749	0,414	-0,153	0,541	-0,404	0,402	-0,054	0,851	0,609	0,161
CCOR	-3,512**	0,048										
EG			9,546	0,604								
VRESP					3,585	0,153						
RÔLE							5,158	0,316				
STAB									-0,662	0,661		
QR											-1,762	0,696
Constante	-8,560	0,297	33,73	0,469	5,358	0,481	10,447*	0,091	4,465	0,518	4,390	0,342
Wald	21,84***		3,07		8,93		17,44***		17,45***		19,05***	
Prob. > Chi²	0,000		0,689		0,112		0,003		0,003		0,001	
RMSE	0,171		0,123		0,117		0,158		0,130		0,110	

*** = significatif au seuil de 1 %; ** = significatif au seuil de 5 %; * = significatif au seuil de 10 %

Tableau 8a – Résultats de l'application de l'estimateur CCEMG – Commonwealth
Source : Les auteurs, à partir des données de la Banque mondiale (WDI et WGI) et du logiciel Stata

	Modèle 1 MG		Modèle 2 MG		Modèle 3 MG		Modèle 4 CCEMG		Modèle 5 MG		Modèle 6 MG	
Variables	Coef.	Prob.	Coef.	Prob.	Coef.	Prob.	Coef.	Prob.	Coef.	Prob.	Coef.	Prob.
CPIB	-0,138***	0,000	-0,107***	0,005	-0,113***	0,001	0,032	0,905	0,127***	0,000	0,12***	0,000
APD	0,189***	0,001	0,225***	0,000	0,202***	0,001	0,014	0,974	0,216**	0,035	0,18***	0,000
INFL	0,022	0,554	0,032	0,309	0,015	0,747	-0,306	0,194	0,049	0,197	0,050	0,207
COVID-19	-0,035	0,886	0,040	0,881	0,169	0,367	0,902	0,470	0,354**	0,042	0,147	0,487
CCOR	-0,800	0,714										
EG			-0,325	0,868								
VRESP					1,848*	0,057						
RÔLE							-6,137	0,166				
STAB									0,304	0,702		
QR											-2,866	0,370
Constante	32,912***	0,000	34,683***	0,000	30,819*	0,000	40,51	0,333	35,862***	0,000	33***	0,000
Wald	24,07***		34,53***		25,96***		5,95***		32,31***		31,83***	
Prob. > Chi²	0,000		0,000		0,000		0,310		0,000		0,000	
RMSE	0,964		1,002		0,946		0,568		0,999		0,943	

*** = significatif au seuil de 1 %; ** = significatif au seuil de 5 %; * = significatif au seuil de 10 %

Tableau 8b – Résultats de l'application des estimateurs MG – Zone franc
Source : Les auteurs, à partir des données de la Banque mondiale (WDI et WGI) et du logiciel Stata

De la considération des résultats de notre démarche économétrique, il ressort que la gouvernance est un vecteur de discordance entre la Zone franc et le Commonwealth en matière de pauvreté. Ce principal enseignement trouve ici tout son sens du fait que la variable Voix et responsabilité (VRESP) concourt à l'augmentation de la pauvreté dans la Zone franc, tandis que la variable Contrôle de la corruption (CCOR) favorise la réduction de la pauvreté dans le Commonwealth. Nous sommes donc en présence de deux variables

de la gouvernance qui expliquent différemment la pauvreté dans les deux zones.

Zone franc

En ce qui concerne les résultats de la Zone franc, ils s'expliquent en partie par la théorie des groupes de pression, qui repose sur l'idée selon laquelle un État peut être pris en otage par un groupe de personnes ou par une organisation qui cherche à influencer les décisions des autorités de manière à défendre collectivement un intérêt spécifique. Or, les objectifs de

ces groupes ne sont pas toujours en harmonie avec ceux de la population. Dans cette optique, les gouvernements peuvent être emmenés à effectuer des choix qui vont plus bénéficier à ces groupes plutôt qu'à l'ensemble de la population, occasionnant ainsi des inégalités, source de pauvreté (Bondolfi, 2019). Sur le plan contextuel, ces résultats sont en partie le reflet des réalités qui prévalent au sein de la plupart des pays africains de la Zone franc, où il est possible de remarquer qu'une bonne partie des activités à forte valeur ajoutée au sein de l'économie sont tenues par des multinationales, dont la responsabilité sociale n'est pas toujours à la hauteur des attentes des populations, créant ainsi des inégalités qui rendent

plus riches les riches et plus pauvres les pauvres. Pour illustration, Hamadou Daouda (2014) soutient qu'il y a un grand écart, au Niger, entre les actions volontaristes que mène le groupe AREVA et la réalité quotidienne nettement moins séduisante; en ce sens qu'en dehors du secteur des transports, qui profite de la demande du groupe AREVA, il n'existe pas un lien entre les activités d'extraction et le développement économique du pays. En outre, cette réalité s'explique également par le fait que la situation politique de certains pays membres de la Zone franc s'est dégradée au cours de la période allant de 2015 à 2020, comme en témoigne le graphique ci-dessous.

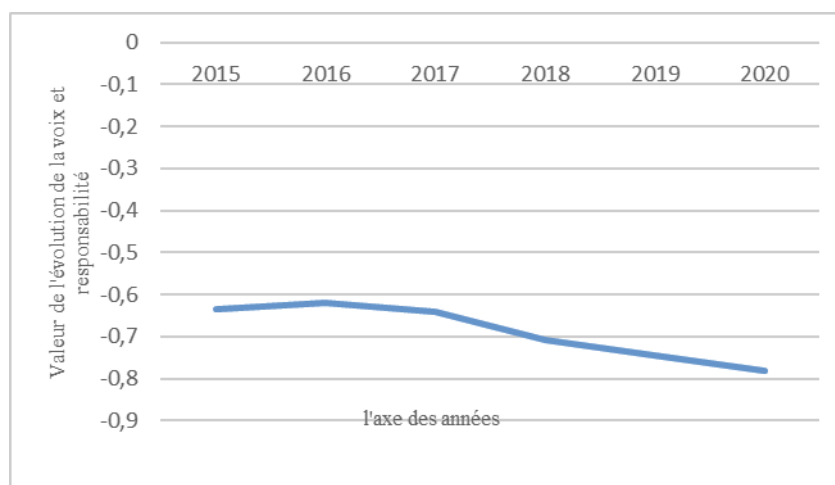


Figure 4 – Évolution 2015-2020 de la variable Voix et responsabilité (VRESP) dans la Zone franc
Source : Les auteurs, à partir des données de la Banque mondiale (WGI)

À ce titre, nous pouvons prendre pour exemple le processus de changement de constitution adopté par certains pays comme la République du Congo en 2015, la Côte d'Ivoire en 2016, le Gabon en 2018 et la Guinée en 2019. En effet, ces différentes démarches entreprises à des fins de longévité dans la gestion des affaires publiques ont soulevé de vives tensions dans les sphères politicosociales (République du Congo, 2015), donnant ainsi de la matière aux médias. Sauf qu'en matière de liberté d'expression et d'information, les pays de la Zone franc ne font pas figure de bon élève (Reporters sans frontières, 2019). Un tel climat favorise dans les pays à l'étude la prolifération des médias de propagande, qui ont tendance à œuvrer pour persuader l'ensemble de la population des mérites du gouvernement ou des différentes parties au pouvoir afin

de l'emmener à soutenir davantage le régime en place et, donc, à réduire son inclination à la dissidence (Cantoni et collab., 2017). Dans cet ordre d'idées, la rationalité politique va primer sur la rationalité économique, en ce sens qu'à l'approche des élections, par exemple, les candidats vont se lancer dans la politique de séduction des minorités en effectuant des dépenses exorbitantes (réaménagement et construction des infrastructures, organisation des réunions, etc.) financées par les caisses de l'État ou par des emprunts dans le but de gagner la confiance des populations. Cette situation semble bénéfique et propice pour les électeurs à court terme, mais pas à long terme, puisqu'au cas où les compagnies seraient financées par l'emprunt, les populations devront faire face à des charges fiscales élevées afin de rembourser celui-ci, ce qui ne

va pas améliorer la situation des populations pauvres et, donc, va forcément engendrer un cycle de pauvreté.

Commonwealth

Concernant les résultats du Commonwealth, il implique que les efforts continus que les autorités de ces pays fournissent pour lutter contre la corruption contribuent à faire reculer la pauvreté, quoique marginalement. En effet, la récente mise en place d'organisations de lutte contre la corruption à vocation préventive et punitive (p. ex., la Coalition anticorruption au Ghana et la Commission indépendante sur les pratiques de corruption et d'autres infractions connexes au Nigeria) a visiblement participé à l'assainissement du climat des affaires ainsi qu'à l'optimisation de l'utilisation des deniers publics, profitant ainsi aux couches vulnérables. Un autre canal plausible par lequel la corruption décélère la pauvreté est celui de l'investissement, car, dans ces pays, la recherche de rente par certains bureaucrates corrompus se traduit par des investissements publics dont les retombées économiques à l'échelle nationale peuvent être faibles, mais très bénéfiques pour la frange de la population qui gravite autour de ces bureaucrates, par effet multiplicateur. Par conséquent, on assiste depuis un moment dans ces pays à l'émergence d'une frange de nouveaux riches. À cela s'ajoute que, tout comme dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne, les services rendus par les agents de l'État continuent d'être remerciés, alors que ces agents sont payés pour le faire. Ces différentes réalités confortent la théorie de la bureaucratie de Weber (1920) et, dans une certaine mesure, celle de l'agence de Jensen et Meckling (1976) puisque l'incomplétude de l'information entre l'État et ces agents permet à ceux-ci de mettre à profit leur savoir-faire au sein de l'institution pour accroître prioritairement leur richesse, plutôt que celle de l'État.

Conclusion

La pauvreté est un phénomène qui touche la quasi-totalité des pays du monde, mais pas dans les mêmes proportions. En effet, à la différence des autres continents, l'Afrique subsaharienne compte à ce jour plus de pauvres, malgré l'exis-

tence des plans nationaux de développement (PND) et des espaces d'intégration comme la Zone franc et le Commonwealth. Cependant, la réalité entre ces deux espaces n'est pas toujours la même, car les pays ne s'emploient pas forcément de la même manière pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies² relatifs à la réduction de ce fléau. Plus précisément, le Commonwealth semble moins touché par la pauvreté que la Zone franc. Dans cette optique et suivant notre recherche documentaire, la gouvernance s'est révélée être un maillon essentiel pour permettre aux États de lutter efficacement contre ce fléau et, donc, d'expliquer les écarts de pauvreté constatés. Partant de cette littérature, l'objectif de notre recherche a consisté en la vérification de l'existence d'une discordance ou d'une similarité entre la Zone franc et le Commonwealth en matière d'effets de la gouvernance sur la pauvreté. Pour ce faire, et à des fins de dépassement d'ordre méthodologique, nous avons recouru aux estimateurs *mean group* (MG) de Pesaran et Smith (1995) et *common correlated effects mean group* (CCEMG) de Pesaran (2006) sur des données de la Banque mondiale allant de 2010 à 2021. Ces choix ont été largement motivés par le caractère hétérogène de nos panels ainsi que par la disponibilité des données. Les résultats économétriques robustes auxquels nous sommes parvenus soutiennent que, dans la Zone franc, il y a une variable d'intérêt significative, à savoir Voix et responsabilité (VRESP). Le Commonwealth ne compte aussi qu'une variable d'intérêt significative, en l'occurrence Contrôle de la corruption (CCOR).

Recommandations

Au regard de ces résultats, nous suggérons aux autorités de mettre un accent particulier sur la gestion axée sur les résultats (GAR) afin de bien suivre et évaluer les actions que les agents, quelles que soient leurs fonctions, sont appelés à entreprendre pour l'intérêt national, soit lors de l'implantation des projets et programmes de développement au cours de leur cycle de vie. En outre, les autorités devraient aussi renforcer les capacités humaines, financières et managériales des Comités de lutte contre les antivaleurs pour permettre

la fluidité de la bonne information et la dénonciation des excès de pouvoir et infractions contre l'État. Enfin, à la lumière des conclusions auxquelles nous sommes parvenus, nos futures

recherches pourraient porter sur l'analyse comparative des effets de seuil de gouvernance sur la pauvreté multidimensionnelle entre la Zone franc et le Commonwealth.

NOTES

- 1 <https://www.undp.org/fr/tag/agenda-2030>
- 2 <https://www.undp.org/fr/sustainable-development-goals>

RÉFÉRENCES

- Alaktif, J. et Callens, S. (2009). La gouvernance, ou la qualité des pouvoirs. *Marché et organisations*, 9(2), 15-30. <https://doi.org/10.3917/maorg.009.0015>
- Arfaoui, L., Ziadi, A. et Amiri, K. (2021). Corruption et pauvreté dans les pays Nord Afrique : une approche basée sur l'économie politique internationale. *Revue française d'économie et de gestion*, 2(7), 120-136. <https://doi.org/10.5281/zenodo.5139682>
- Arimah, B. C. (2004). Réduction de la pauvreté et développement humain en Afrique. *Journal du développement humain*, 5(3), 399-415. <http://dx.doi.org/10.1080/1464988042000277260>
- Banque mondiale (2018). Classement de États du monde par taux de pauvreté. Atlasocio.com. <https://atlasocio.com/classements/economie/pauvrete/classement-etats-par-taux-de-pauvrete-monde.php>
- Beck, N. et Katz, N. J. (1995). What to do (and not to do) with time-series cross-section data. *The American Political Science Review*, 89(3), 634-647. <https://doi.org/10.2307/2082979>
- Bertin, A. (2007). *Pauvreté monétaire, pauvreté non monétaire : une analyse des interactions appliquée à la Guinée* [Thèse de doctorat, Université de Montesquieu]. HAL. <https://theses.hal.science/tel-00155364/document>
- Bondolfi, S. (2019, 16 décembre). Quelles sont les conséquences d'un fossé entre les riches et les pauvres? *Swissinfo.ch*. <https://www.swissinfo.ch/fr/societe/s%c3%a9rie-in%c3%a9galit%c3%a9s-sociales-queelles-sont-les-cons%c3%a9quences-d-un-foss%c3%a9-entre-riches-et-pauvres/45434048>
- Bosco, B. et Poggi, A. (2016). *Government effectiveness, middle class and poverty in the EU: A dynamic multilevel analysis* [Management and Statistics Working Paper No. 344]. Université de Milan-Bicocca, Département d'économie. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2801335
- Cantoni, D., Chen, Y., Yang, D. Y., Yuchtman, N. et Zhang, Y. J. (2017). Curriculum and ideology. *Journal of Political Economy*, 125(2), 338-392. <https://www.journals.uchicago.edu/doi/10.1086/690951>
- Cling, J. P., Razafindrakoto, M. et Rouboud, F. (2003). Les documents stratégiques de réduction de la pauvreté : un renouveau de l'aide au développement? *Cahier du GEMDEV*, 30, 23-35. <https://www.researchgate.net/publication/282171430>
- Coccia, M. (2021). How a good governance of institutions can reduce poverty and inequality in society? Dans N. Faghih et A. H. Samadi (dir.), *Legal-economic institutions, entrepreneurship, and management: Perspectives on the dynamics of institutional change from emerging markets* (p. 65-94). Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-030-60978-8_4
- Corral, P., Irwin, A., Krishnan, N. et Vishwanath, T. (2020). *On the front lines of the fight against poverty*. World Bank Group. <https://hdl.handle.net/10986/33324>
- Dossou, T. A. M., Kambaye, E. N., Bekun, F. V. et Eoulam, A. O. (2023). Exploring the linkage between tourism, governance quality, and poverty reduction in Latin America. *Tourism Economics*, 29(1), 210-234. <https://doi.org/10.1177/13548166211043974>
- Feindouno, S., Guérineau, S., Guillaumont, P., Guillaumont, S. J. et Plane, P. (2020). *Zone franc, croissance économique et pauvreté* [Note brève n° 195]. FERDI. <https://ferdi.fr/dl/df-biPToyXy1e4PifkjFgdyoycJ/ferdi-b195-zone-franc-croissance-economique-et-pauvrete.pdf>

- Gacko, I., Dembelé, D. et Traoré, S. M. (2014). *Analyse de la pauvreté monétaire et non monétaire au Mali de 2001 à 2013 : tendances et profils* [Rapport n° 1]. Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Population, Institut national de la statistique, République du Mali. https://www.instat-mali.org/laravel-filemanager/files/shares/pub/profil-det-pauv-2001-2013_pub.pdf
- Greene, W. H. (2003). *Econometric analysis*. Prentice Hall.
- Hamadou Daouda, Y. (2014). Responsabilité sociétale des multinationales en Afrique subsaharienne : enjeux et controverses – Cas du groupe AREVA au Niger. *VertigO*, 14(1). <https://doi.org/10.4000/vertigo.14712>
- Haq, R. et Zia, U. (2009). *Does governance contribute to pro-poor growth? Evidence from Pakistan* [Working paper No. 2009:52]. Pakistan Institute of Development Economics. https://eaber.org/wp-content/uploads/2011/05/PIDE_Haq_2009.pdf
- Hassan, M. S., Bukhari, S. et Arshed, N. (2019). Competitiveness, governance and globalization: What matters for poverty alleviation? *Environment, Development and Sustainability*, 22, 3491-3518. <https://doi.org/10.1007/s10668-019-00355-y>
- Hsiao, C. (1986). *Analysis of panel data*. Cambridge University Press.
- Jensen, M. C. et Meckling, W. H. (1976). 'Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305-360. [https://doi.org/10.1016/0304-405X\(76\)90026-X](https://doi.org/10.1016/0304-405X(76)90026-X)
- Jindra, C. et Vaz, A. (2019). Good governance and multidimensional poverty: A comparative analysis of 71 countries. *Governance*, 32, 657-675. <https://doi.org/10.1111/gove.12394>
- Kapetanios, G., Pesaran, M. H. et Yamagata, T. (2011). Panels with non-stationary multifactor error structures. *Journal of Econometrics*, 160(2), 326-348. <https://doi.org/10.1016/j.jeconom.2010.10.001>
- Kaufmann, D., Kraay, A. et Mastruzzi, M. (2011). The worldwide governance indicators: Methodology and analytical issues. *Hague Journal on the Rule of Law*, 3(2), 220-246. <https://doi.org/10.1017/S1876404511200046>
- Konan, K. A. (2007, 14-16 juin). *Investissements et dynamique de la pauvreté en milieu agricole ivoirien*. 6^e PEP Research Network General Meeting, Lima (Pérou). https://www.pep-net.org/sites/pep-net.org/files/typo3doc/pdf/files_events/kouadio-pa.pdf
- Marinescu, L. (2019, 6 mai). La pauvreté tue, la preuve aux États-Unis. *Libération*. https://www.liberation.fr/debats/2019/05/06/la-pauvrete-tue-la-preuve-aux-etats-unis_1725291/
- Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) et Architecture africaine de gouvernance (AGA). (2019). *Rapport sur la gouvernance en Afrique : promouvoir les valeurs communes de l'Union africaine*. Union africaine. https://au.int/sites/default/files/documents/36843-doc-aga_report_-_french_-_online.pdf
- Nordhaus, W. D. (1975). The political business cycle. *Review of Economic Studies*, 42(2), 169-190. <https://doi.org/10.2307/2296528>
- North, D. C. (1981). *Structure and change in economic history*. Norton.
- Pesaran, M. H. (2003). *Estimation and inference in large heterogenous panels with cross section dependence* [Working paper No. 869]. Center for Economic Studies and ifo Institute (CESifo). https://www.econstor.eu/bitstream/10419/76265/1/cesifo_wp869.pdf
- Pesaran, M. H. (2006). Estimation and inference in large heterogeneous panels with a multifactor error structure. *Econometrica*, 74(4), 967-1012. <https://www.jstor.org/stable/3805914>
- Pesaran, M. H. et Smith, R. P. (1995). Estimating long-run relationships from dynamic heterogeneous panels. *Journal of Econometrics*, 68(1), 79-113. [https://doi.org/10.1016/0304-4076\(94\)01644-F](https://doi.org/10.1016/0304-4076(94)01644-F)
- Pesaran, M. H. et Yamagata, T. (2008). Testing slope homogeneity in large panels. *Journal of Econometrics*, 142(1), 50-93. <https://doi.org/10.1016/j.jeconom.2007.05.010>
- Pesaran, M. H., Smith, R. P. et Im, K. S. (1996). Dynamic linear models for heterogenous panels. Dans L. Mátyás et P. Sevestre (dir.), *The econometrics of panel data* (p. 145-195). Kluwer Academic Publishers. https://citations.springernature.com/item?doi=10.1007/978-94-009-0137-7_8
- Rawls, J. (1971). *Théorie de la justice*. Seuil.

- Reham, R. (2012). Governance and its impact on poverty reduction: Is there a role for knowledge management? *International Journal of Innovation and Knowledge Management in Middle East & North Africa*, 1(1), 81-104.
<http://dx.doi.org/10.47556/IJIKMMENA.1.1.2013.5>
- Reporters sans frontières. (2019). *Classement mondial de la liberté de la presse 2019 : la mécanique de la peur*. RSF.
<https://rsf.org/fr/classement-mondial-de-la-liberte%C3%A9-de-la-presse-2019-la-m%C3%A9canique-de-la-peur>
- République du Congo. (2015, 25 septembre). « Coup d'État constitutionnel » en marche [Communiqué]. Fédération internationale pour les droits humains. <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/republique-du-congo/coup-d-etat-constitutionnel-en-marche>
- Salouka, Y., Kane, C. S. et Tiehi, T. N. (2023). Effet de la qualité des institutions sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA. *African Scientific Journal*, 3(19), 558-582. <https://doi.org/10.5281/zenodo.8383646>
- Siddique, H. M. A., Shehzadi, I., Shaheen, A. et Manzoor, M. R. (2016). The impact of governance and institutions on education and poverty alleviation: A panel study of SAARC economies. *Science International (Lahore)*, 28(2), 1431-1435.
<https://mp.ra.ub.uni-muenchen.de/71248>
- Singh, B. P. (2021). Institutional quality and poverty reduction in BRICS. *Poverty & Public Policy*, 13(3), 335-350.
<https://doi.org/10.1002/pop4.327>
- Stock, J. H. et Watson, M. W. (1993). A simple estimator of cointegrating vectors in higher order integrated systems. *Econometrica*, 61(4), 783-820. <https://doi.org/10.2307/2951763>
- Swamy, P. A. V. B. (1970). Efficient inference in a random coefficient regression model. *Econometrica*, 38(2), 311-323.
<https://doi.org/10.2307/1913012>
- Truman, D. B. (1951). *The governmental process: Political interests and public opinion*. Knopf.
- Weber, M. (1920). *Theory of bureaucracy. Toolsborn*.
- White, H. (1980). A heteroskedasticity-consistent covariance matrix estimator and a direct test for heteroskedasticity. *The Econometric Society*, 48(4), 817-838. <https://www.jstor.org/stable/1912934?origin=crossref>
- Williamson, O. E. (1975). *Markets and hierarchies: Analysis and antitrust implications – A study in the economics of internal organization*. University of Illinois at Urbana-Champaign's Academy for Entrepreneurial Leadership Historical Research Reference in Entrepreneurship. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1496220
- Zellner, A. (1962). An efficient method of estimating seemingly unrelated regressions and tests for aggregation bias. *Journal of the American Statistical Association*, 57(298), 348-368. <https://doi.org/10.1080/01621459.1962.10480664>
- Zouhaier, A. (2019). *The impact of civil society and governance on poverty: Are there differences between the North and East Africa region?* [MPRA Paper No. 95377]. Munich Personal RePEc Archive. <https://mp.ra.ub.uni-muenchen.de/id/eprint/95377>